



KPMG SA
7 avenue du Danemark
Vallée des Vignes - CS 49451
80094 Amiens

ADSEA 80

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023
ADSEA 80
1 Chemin des Vignes 80090 AMIENS

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA
7 avenue du Danemark
Vallée des Vignes - CS 49451
80094 Amiens

ADSEA 80

1 Chemin des Vignes 80090 AMIENS

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

À l'assemblée générale de l'association ADSEA 80,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association ADSEA 80 relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes



auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en



œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Amiens, le 25 juin 2024

KPMG SA

Fabien LEFEBVRE

Associé

BILAN ASSOCIATIONS ET FONDATIONS

ANC 2018-06 et ANC 2019-04

Dossier : CONSO - ADSEA 80 CONSOLIDATION

En Euro
(Provisoire)

Options : Plan de correspondance N : 2012 - Plan de correspondance N-1 : 2012 - Avec écritures validées et NON validées - Sans

ACTIF	Exercice N 01/2023 - 12/2023			Exercice N - 1 01/2022 - 12/2022
	BRUT	Amortissements et dépréciations	NET	
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement	52 380.00	27 936.00	24 444.00	27 936.00
Concessions, brevets, licences, marques, ...	239 466.89	212 335.45	27 131.44	46 731.21
Immobilisations corporelles				
Terrains	2 324 310.55		2 324 310.55	2 324 310.55
Constructions	10 130 166.78	5 608 730.93	4 521 435.85	4 233 419.09
Installations techniques, matériels et outillage	2 728 698.27	2 207 052.28	521 645.99	511 097.68
Autres immobilisations corporelles	9 911 304.03	7 067 950.27	2 843 353.76	2 434 584.62
Immobilisations corporelles en cours	28 354.50		28 354.50	146 942.83
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées	5 459.50		5 459.50	5 261.25
Autres immobilisations financières	66 823.07		66 823.07	66 432.99
ACTIF IMMOBILISE - Total I	25 486 963.59	15 124 004.93	10 362 958.66	9 796 716.22
ACTIF CIRCULANT				
Avances et acomptes	11 032.54		11 032.54	6 609.90
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	845 603.16	235.68	845 367.48	963 315.66
Autres créances	785 002.63		785 002.63	1 018 222.89
Disponibilités	7 648 213.13		7 648 213.13	6 908 193.01
Charges constatées d'avance	19 409.35		19 409.35	5 569.51
ACTIF CIRCULANT - Total II	9 309 260.81	235.68	9 309 025.13	8 901 910.97
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	34 796 224.40	15 124 240.61	19 671 983.79	18 698 627.19

BILAN ASSOCIATIONS ET FONDATIONS

ANC 2018-06 et ANC 2019-04

V.23023

Dossier : CONSO - ADSEA 80 CONSOLIDATION

En Euro
(Provisoire)

Options : Plan de correspondance N : 2012 - Plan de correspondance N-1 : 2012 - Avec écritures validées et NON validées - Sans

PASSIF	Exercice N 01/2023 - 12/2023	Exercice N - 1 01/2022 - 12/2022
FONDS PROPRES / FONDS ASSOCIATIFS		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires	423 423.10	423 423.10
Fonds propres complémentaires	109 835.07	109 835.07
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres complémentaires	380 898.43	380 898.43
Ecart de réévaluation	1 746.87	1 746.87
Réserves		
Réserves pour projet de l'entité	4 441 077.51	4 414 878.55
<i>dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	2 889 694.04	2 934 088.25
Autres réserves	216 029.12	174 080.38
Report à nouveau	(1 397 844.98)	(490 299.79)
<i>dont report à nouveau hors activités sociales et médico-sociales</i>	(760 123.53)	116 980.98
<i>dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	368 504.46	317 408.64
<i>dont charges des activités SMS de prise en compte différée</i>	(1 006 225.91)	(924 689.41)
Excédent ou déficit de l'exercice	(91 496.08)	(793 556.28)
Situation nette (sous total)	4 083 669.04	4 221 006.33
Subventions d'investissement	107 683.47	104 055.12
Provisions réglementées	3 092 104.87	3 057 666.90
FONDS ASSOCIATIFS - Total I	7 283 457.38	7 382 728.35
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds dédiés	3 025 681.99	2 676 797.01
FONDS REPORTES ET DEDIES - Total II	3 025 681.99	2 676 797.01
PROVISIONS		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	215 825.34	258 825.34
PROVISIONS - Total III	215 825.34	258 825.34
DETTES		
Emprunts et dettes auprès établissement de crédit	5 227 325.90	4 889 039.75
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	718 625.59	532 042.24
Dettes fiscales et sociales	2 585 401.20	2 834 184.82
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	4 849.24	10 215.59
Autres dettes	610 817.15	114 794.09
DETTES - Total IV	9 147 019.08	8 380 276.49
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	19 671 983.79	18 698 627.19
(1) ACTIF - Fonds commercial : Dont droit au bail	0.00	0.00
(2) ACTIF - Immobilisations financières : Dont à moins d'un an (brut)	0.00	0.00
(3) ACTIF - Créances : Dont à plus d'un an (brut)	0.00	0.00
(4) PASSIF - Dettes : Dont à plus d'un an	0.00	0.00
Dont à moins d'un an	0.00	0.00
(5) PASSIF - Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques	0.00	0.00
(6) PASSIF - Dont emprunts participatifs	0.00	0.00

ASSOCIATIONS ET FONDATIONS – ANC 2018-06 et ANC 2019-04

En Euro

Dossier : CONSO - ADSEA 80 CONSOLIDATION

(Provisoire)

Options : Plan de correspondance N : 2012 - Plan de correspondance N-1 : 2012 - Avec écritures validées et NON validées - Sans les lignes vides

	Exercice N 01/2023 - 12/2023	Exercice N - 1 01/2022 - 12/2022
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	170.00	190.00
Ventes de biens et services		
Ventes de prestations de services	779 585.36	756 402.99
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	22 640 508.48	21 537 485.78
<i>dont des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlées</i>	22 640 508.48	21 537 485.78
Ressources liées à la générosité du public	18 720.85	12 380.00
<i>Dons manuels</i>	1 826.05	
<i>Legs, donations et assurances-vie</i>	16 894.80	12 380.00
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	110 591.19	102 413.20
Utilisations des fonds dédiés	92 922.70	73 779.84
Autres produits	109 310.82	43 710.95
Total I	23 751 809.40	22 526 362.76
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de matières premières et autres approvisionnement	13 387.37	18 014.79
Autres achats et charges externes	5 222 483.15	5 159 167.43
Impôts, taxes et versements assimilés	1 446 991.09	1 408 794.49
Salaires et traitements	11 155 531.23	10 813 376.13
Charges Sociales	4 183 976.34	4 280 664.32
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	799 167.04	794 239.13
Reports en fonds dédiés	396 278.47	434 290.85
Autres charges	382 459.48	325 872.92
Total II	23 600 274.17	23 234 420.06
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	151 535.23	(708 057.30)
PRODUITS FINANCIERS		
Autres intérêts et produits assimilés	19 630.60	3 791.23
Produits nets sur cession de valeurs mobilières de placement		17.77
Total III	19 630.60	3 809.00
CHARGES FINANCIERES		
Intérêts et charges assimilées	174 970.28	140 462.39
Total IV	174 970.28	140 462.39
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)	(155 339.68)	(136 653.39)
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	(3 804.45)	(844 710.69)
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	24 458.75	75 027.75
Sur opérations en capital	23 591.64	17 681.01
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	1 240.54	
Total V	49 290.93	92 708.76
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	99 237.84	23 990.88

COMPTE DE RESULTAT

ASSOCIATIONS ET FONDATIONS – ANC 2018-06 et ANC 2019-04

En Euro

Dossier : CONSO - ADSEA 80 CONSOLIDATION

(Provisoire)

Options : Plan de correspondance N : 2012 - Plan de correspondance N-1 : 2012 - Avec écritures validées et NON validées - Sans les lignes vides

	Exercice N 01/2023 - 12/2023	Exercice N - 1 01/2022 - 12/2022
Sur opérations en capital	1 240.54	1 815.06
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	36 504.18	15 748.41
Total VI	136 982.56	41 554.35
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	(87 691.63)	51 154.41
Total des produits (I+III+V)	23 820 730.93	22 622 880.52
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	23 912 227.01	23 416 436.80
EXCEDENT OU DEFICIT	(91 496.08)	(793 556.28)



Association Départementale pour la
Sauvegarde
de l'Enfant à l'Adulte de la Somme

1 chemin des vignes – 80090 AMIENS Cedex
Tel : 03 22 46 52 35 – Fax : 03 22 47 22 05

A.D.S.E.A. 80

Annexe aux comptes annuels
clos le 31/12/2023

Table des matières

1	Objet social	3
2	Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées	4
3	Description des moyens mis en œuvre	6
4	Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture	8
4.1	Faits caractéristiques de l'exercice	8
4.2	Faits caractéristiques postérieurs à la clôture	8
5	Principes et méthodes comptables	10
5.1	Principes généraux	10
5.1.1	Changement de méthode comptable	10
5.1.2	Changements d'estimation	10
5.1.3	Corrections d'erreurs	10
5.2	Dérogations	10
5.3	Principales méthodes comptables	10
6	Informations relatives aux postes du bilan	11
6.1	Actif immobilisé	11
6.1.1	État de l'actif immobilisé (brut)	12
6.1.2	Amortissements de l'actif immobilisé	12
6.1.3	Dépréciations de l'actif immobilisé	13
6.1.4	Prêts aux partenaires	14
6.2	Actif circulant	14
6.2.1	Créances	14
6.2.2	Précisions sur d'autres créances	14
6.3	Fonds propres	14
6.3.1	Tableau de variation des Fonds propres	14
6.3.2	Réserves, statutaires ou contractuelles, autres, pour projet de l'entité.	19
6.3.3	Report à nouveau dont report à nouveau sous gestion contrôlée (ESSMS)	20
6.3.4	L'excédent ou déficit effectif de l'entité gestionnaire (ESSMS)	21
6.3.5	Subventions d'investissement	21
6.3.6	Provisions réglementées	22
6.4	Fonds dédiés	22
6.4.1	Fonds dédiés	22
6.5	Tableaux de variation des provisions réglementées et pour risques et charges	24

6.6	Provision pour risques et charges	25
6.6.1	Provisions pour engagements de retraite et avantages assimilés	25
6.7	Dettes	26
6.7.1	Emprunts et autres dettes assimilés	26
6.7.2	Précisions sur d'autres dettes	26
6.8	État des échéances des créances et des dettes, mention de celles garanties par des suretés réelles, à la clôture de l'exercice (en K€)	27
7	Informations relatives au Compte de résultat	28
7.1	Résultats par activité ou établissement	28
7.2	Passage du résultat comptable au résultat administratif (gestion sous contrôle de tiers financeurs) et autres informations sur les comptes des établissements sociaux et médico-sociaux	29
7.2.1	Tableau de passage entre résultat comptable et résultat administratif par établissement	30
7.2.2	Tableau de suivi du traitement des dettes provisionnées pour congés à payer	31
7.3	Produits du compte de résultat	31
7.3.1	Produits de tiers financeurs	31
7.4	Résultat exceptionnel	32
7.5	Contributions et charges des contributions, volontaires en nature (pied du compte de résultat)	32
7.5.1	Autres informations sur le contenu de postes du bilan et du compte de résultat	32
8	Opérations non habituelles ou non conclues à des conditions normales	33
9	Autres informations et engagements dont opérations et engagements envers les dirigeants	34
9.1	Informations relatives aux dirigeants (rémunérations, avances et crédits alloués, engagements en matière de retraite, pensions...)	34
10	Informations relatives à l'effectif	35
11	Autres informations relatives aux opérations et engagements hors bilan	36
11.1	Engagements financiers donnés et reçus	36
11.1.1	Les engagements de retraites et avantages assimilés	37

Objet social

L'objet social de notre entité est décrit ainsi dans les statuts :

L'association est constituée par les personnes physiques et morales qui adhèrent aux présents statuts, conformément à la loi du 1^{er} juillet 1901 et au décret du 16 août 1901.

L'Association est dénommée « **Association Départementale pour la Sauvegarde de l'Enfant à l'Adulte de la Somme** », **A.D.S.E.A. de la Somme**.

L'A.D.S.E.A. de la Somme est une association d'intérêt général, d'action sociale et médico-sociale ayant pour objet la protection, l'accompagnement et l'insertion sociale des enfants et des adultes en difficulté.

Dans le cadre de son projet associatif elle met en œuvre toute action visant à développer ou à restaurer les potentialités d'intégration sociale des personnes confiées à ses services, au moyen de méthodes socio-éducatives, pédagogiques, thérapeutiques ou économiques.

Elle crée et gère à cet effet tous établissements ou services au bénéfice d'enfants ou d'adultes en difficulté sociale ou en situation de handicap.

Elle développe son activité dans le cadre des orientations de politique sociale en partenariat avec les pouvoirs publics, et les autres associations et organismes en charge de l'action sociale, de la santé, de l'éducation et de l'insertion.

Elle s'implique dans les instances locales, départementales, régionales en rapport à sa mission. Elle peut être à l'origine d'instances de concertation, d'élaboration et de coopération.

2 Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées

La nature des activités ou missions sociales réalisées durant l'exercice peut être résumée ainsi :

AJ PÔLE ENFANCE ET AUTONOMIE

ETABLISSEMENTS	ADRESSES	NOMBRE DE PLACES AUTORISEES	FINANCEMENTS
IME DE LA SOMME	Route Nationale – DURY – 80044 AMIENS CEDEX	Internat : 24 places Semi-Internat : 51 places	A.R.S. DES HAUTS DE FRANCE
ITEP DE LA SOMME	Route Nationale – DURY – 80044 AMIENS CEDEX	Internat : 10 places (dont accueil d'urgence : 1 Semi-Internat : 30 places (dont accueil d'urgence : 3)	A.R.S. DES HAUTS DE FRANCE
SESSAD LE TRAIT D'UNION	17 Allé de la Pépinère 80480 DURY	Semi-Internat : 35 places	A.R.S. DES HAUTS DE FRANCE
IME DE PERONNE	20 rue de Mont Saint-Quentin 80201 PERONNE CEDEX	Semi-Internat : 40 places	A.R.S. DES HAUTS DE FRANCE
ITEP DE PERONNE	20 rue de Mont Saint-Quentin 80201 PERONNE CEDEX	Internat : 34 places Semi-Internat : 10 places	A.R.S. DES HAUTS DE FRANCE
SESSAD DE PERONNE	20 rue de Mont Saint-Quentin 80201 PERONNE CEDEX	Semi-Internat : 9 places	A.R.S. DES HAUTS DE FRANCE
IME LA CLAIRIERE	32 rue du Collège 80600 DOULLENS	Internat : 47 places Semi-Internat : 15 places	A.R.S. DES HAUTS DE FRANCE

B] PÔLE ENFANCE ET FAMILLE

ETABLISSEMENTS	ADRESSES	NOMBRE DE PLACES AUTORISEES	FINANCEMENTS
FOYER EDUCATIF PICARD (M.E.C.S.)	1 Chemin des Vignes 80090 AMIENS CEDEX	Internat : 60 places	CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA SOMME
SERVICE MNA (M.E.C.S.)	1 Chemin des Vignes 80090 AMIENS CEDEX	Semi-Internat : 50 places	CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA SOMME
C.E.R. AMIENS RESSOURCES	68 à 70 rue Lucien Fournier 80000 AMIENS	Internat : 6 places	DIRECTION REGIONALE DE LA PROTECTION JUDICIAIRE DE LA JEUNESSE

C] PÔLE ADULTES

ETABLISSEMENTS	ADRESSES	NOMBRE DE PLACES AUTORISEES	FINANCEMENTS
E.S.A.T. LES ATELIERS DU PÔLE JULES VERNE	34 avenue de l'Etoile du Sud Z.A.C. Jules Verne 80480 GLISY	Semi-Internat : 68 places	A.R.S. DES HAUTS DE FRANCE
FOYER DE VIE CLAIRE JOIE	73 rue des Teinturiers Prolongés 80080 AMIENS	Internat : 29 places	CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA SOMME
SERVICE D'ACCUEIL DE JOUR (S.A.J.) CLAIRE JOIE	73 rue des Teinturiers Prolongés 80080 AMIENS	Semi-Internat : 15 places	CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA SOMME

Description des moyens mis en œuvre

Les principaux moyens mis en œuvre par notre entité afin de réaliser les activités décrites au paragraphe précédent sont les suivants :
— Investissements 2023

Immobilisations Incorporelles

Libellés	Siege GEST CONTROLE E	IME ITEP DE LA SOMME	IME SESSAD PERONNE	IME LA CLAIRE RE	SESSAD TRAIT D'UNION	FOYER EDUCATIF PICARD	SERVICE M.N.A.	C.E.R.	ESAT LES ATELIERS DU POLE J VERNE	ESAT LES ATELIERS DU POLE J VERNE COMM	FOYER DE VIE CLAIRE JOIE	SAJ CLAIRE JOIE	TOTAL
Frais de établissement													0,00
Logiciels	1 818,00	720,00	432,00	288,00	288,00		144,00	144,00	0,00	0,00			3 834,00
TOTAL	1 818,00	720,00	432,00	288,00	288,00	0,00	144,00	144,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 834,00

Immobilisations Corporelles

Libellés	Siege GEST CONTRO LEE	IME DE LA SOMME	IME SESSAD PERONNE	IME LA CLAIRE	SESSAD TRAIT D'UNION	FOYER EDUCATIF PICARD	SERVICE M.N.A.	C.E.R.	ESAT LES ATELI ERS DU POLE J VERN E	ESAT LES ATELIERS DU POLE J VERNE COMM	FOYER DE VIE CLAIRE JOIE	SAJ CLA IRE JOI E	TOTAL
Terrains													0,00
Constructions										553 258,16			553 258,16
Inst. Techniques mat. Out. Industriels	349,99	31 953,31	14 758,89	4 930,21		15 026,41	4 446,95	3 784,00		48 462,93	6 859,58		130 572,27
Autres immobilisations corporelles	15 441,86	163 678,07	74 387,99	124 838,59	9 329,70	209 250,67	10 403,32	69 714,12		66 917,04	53 928,22		797 889,58
TOTAL	15 791,85	195 631,38	89 146,88	129 768,80	9 329,70	224 277,08	14 850,27	73 498,12	0,00	666 638,13	60 787,80	0,00	1 481 720,01

— Ressources humaines (*recrutements de l'exercice en termes quantitatifs et qualitatifs ; évolution moyenne des rémunérations à effectif constant et évolution de la masse salariale totale*)

- Les embauches en terme de C.D.I. en 2023 ont été de : 37 personnes physiques
- La variation de la masse salariale totale en 2021 et en 2022 :

COMPTE	2023	2022	VARIATION
641	10 398 967,51 €	10 093 826,81 €	+ 305 140,70 €

4 Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture

4.1 Faits caractéristiques de l'exercice

L'exercice a été caractérisé par les faits d'importance significative suivants :

- La mission de l'administrateur provisoire s'est arrêtée au 3 janvier 2023 comme le mentionne l'ordonnance du Tribunal Judiciaire d'AMIENS.
- La mise en œuvre de l'évolution de l'organigramme liée à la restructuration du Pôle Enfance et Autonomie (P.E.A) en Pôle Autonomie (Enfants et Adultes) est effective sur 2023 (Directeur de Pôle, Directeurs Adjoints, Directeur Qualité) sachant que sur le Pôle Enfance et Famille (P.E.F.) cela demeure inchangé : une direction de pôle.
- Le C.P.O.M. du FOYER EDUCATIF PICARD /du SERVICE M.NA. (2019/2023) est venu à échéance. Un dossier de renouvellement (2024/2028) a été déposé auprès du Conseil Départemental de la SOMME en septembre 2023 sous la forme d'un E.P.R.D.
- Les tensions internationales liées à la crise en UKRAINE et le contexte inflationniste ont impacté notamment le marché de l'énergie et les charges de l'Association en 2023.

4.2 Faits caractéristiques postérieurs à la clôture

Depuis le 1er janvier 2024, l'association a été marquée par les faits d'importance significative suivants :

- L'Association poursuit sa réflexion quant aux travaux sur le patrimoine immobilier notamment sur le territoire de DURY, de DOULLENS et de PERONNE avec l'A.R.S. des HAUTS DE France et sur le territoire d'AMIENS quant à la délocalisation du C.E.R. AMIENS RESSOURCES avec la D.I.R.P.J.J.
- Les tensions internationales liées à la crise en UKRAINE et le contexte inflationniste de l'économie continuent d'avoir un impact sur les charges de l'Association en 2024. A ce jour l'Association n'a pas connaissance d'incertitudes significatives qui remettent en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, conformément aux dispositions du PCG.
- Dans le cadre des budgets et des propositions budgétaires 2024, il a été inscrit dans les prévisions : une forte augmentation des prix, en particulier de l'énergie, ainsi que les revalorisations salariales de certains professionnels, nous notons ci-après le cadre qui régit nos relations avec les autorités de contrôle et tarification :

En autorisant la création et la mise en œuvre d'une activité sociale ou médico-sociale, les autorités de contrôle et de tarification se sont engagées à assurer à l'organisme gestionnaire un financement au titre de cette activité, dans le respect des prescriptions du Code de l'action sociale et des familles (CASF). Dans ce cadre, l'article L. 314-6 du CASF

instaure un mécanisme de contrôle ministériel a priori des conventions et accords collectifs de travail. Condition légale de validité des accords négociés au niveau de la branche mais aussi de l'entreprise (association) et de l'établissement ou service, l'agrément est assorti d'un effet d'opposabilité aux autorités de tarification entrant en jeu dans le système de financement des établissements.

L'enjeu réside essentiellement dans la maîtrise des dépenses publiques.

A ce jour et sauf cas particulier de certains établissements ou services intégrant le périmètre d'un CPOM¹, ce mécanisme demeure. Ainsi, conformément à l'article L. 314-6 du CASF, « *Les conventions collectives de travail, conventions d'entreprise ou d'établissement et accords de retraite applicables aux salariés des établissements et services sociaux et médico-sociaux à but non lucratif, ne prennent effet qu'après agrément donné par le ministre compétent après avis d'une commission où sont représentés des élus locaux et dans des conditions fixées par voie réglementaire. Ces conventions ou accords s'imposent aux autorités compétentes en matière de tarification.* ».²

Les propositions budgétaires 2024 ont été établies dans le strict respect des stipulations de la convention collective du 15 mars 1966 au regard de l'évolution prévisible de la masse salariale, particulièrement du glissement vieillesse technicité (GVT) et en retenant des valeurs prévisionnelles du SMIC et du point conventionnel conformes aux prévisions macroéconomiques et aux annonces ministérielles les plus récentes. Pour ces raisons, conformément aux dispositions de l'article L. 314-6 du CASF, les prévisions budgétaires qui en résultent ne pourront donner lieu à abattement.

Dans le cas où de tels abattements seraient pratiqués dans le cadre de la procédure contradictoire, nous pourrions nous voir contraints de saisir les juridictions de la tarification sanitaire et sociale dès la notification de la décision budgétaire.

- Des travaux liés au CPOM dit obligatoire pour le Pôle Autonomie regroupant les structures suivantes : ESAT LES ATELIERS DU PÔLE JULES VERNE – ACITIVTE SOCIALE, IME DE LA SOMME, ITEP DE LA SOMME, SESSAD LE TRAIT D'UNION, IME DE PERONNE, ITEP DE PERONNE, SESSAD DE PERONNE et IME LA CLAIRIERE pour les établissements sous gestion contrôlée et l'ESAT LES ATELIERS DU PÔLE JULES VERNE – ACITIVTE COMMERCIALE sous gestion propre. Un E.P.R.D. a été déposé sur le plateforme RESANA de l'A.R.S. des HAUTS DE France.

1 LOI n° 2008-1330 du 17 décembre 2008 de financement de la sécurité sociale ; LOI n° 2017-1836 du 30 décembre 2017 de financement de la sécurité sociale pour 2018

2 Article L. 314-6 du code de l'action sociale et des familles (Modifié par LOI n°2017-1836 du 30 décembre 2017 - art. 7)

5 Principes et méthodes comptables

5.1 Principes généraux

Les règlements ANC 2018-06 et ANC 2019-04 s'appliquent aux comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2020.

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du Code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables des règlements ANC 2018-06 et 2019-04 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

5.1.1 Changement de méthode comptable

Néant

5.1.2 Changements d'estimation

Notre entité n'a effectué aucun changement d'estimation ayant un impact significatif.

5.1.3 Corrections d'erreurs

Notre entité n'a constaté aucune correction d'erreur significative.

5.2 Dérogations

Notre entité pratique la dérogation suivante :

Le mode d'amortissement retenu : Linéaire (avec décalage d'un an N+1 sauf pour le Centre Educatif Renforcé).

La durée des amortissements par types d'immobilisations respecte le cadre défini par la nomenclature comptable du secteur associatif.

Le mode d'amortissement et la durée vaut aussi pour les immobilisations incorporelles

5.3 Principales méthodes comptables

Notre entité utilise les méthodes comptables explicites applicables.

6 Informations relatives aux postes du bilan

Un actif est un élément identifiable du patrimoine ayant une valeur économique positive pour l'entité, c'est-à-dire un élément générant une ressource que l'entité contrôle du fait d'événements passés et dont elle attend des avantages économiques futurs ou un potentiel lui permettant de fournir des biens ou services à des tiers conformément à sa mission ou à son objet.

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, les biens reçus à titre gratuit sont comptabilisés le cas échéant à l'actif en les estimant à leur valeur vénale.

6.1 Actif immobilisé

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;
- Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production ;
- Les actifs acquis à titre gratuit sont comptabilisés à leur valeur vénale ;
- Les actifs acquis par voie d'échange sont comptabilisés à leur valeur vénale

Les subventions obtenues le cas échéant pour l'acquisition ou la production d'un bien (actif non financier) sont sans incidence sur le calcul du coût des biens financés.

Les modes et durées d'amortissements sont présentés au paragraphe 6.1.2.3.

Les éventuelles dépréciations sont constatées après identification d'un indice de perte de valeur fonction des indicateurs suivants :

- Externes : valeur de marché, changements importants, taux d'intérêt et de rendement,
- Internes : obsolescence ou dégradation physique, changements importants dans le mode d'utilisation, performances inférieures aux prévisions.

La valeur nette comptable est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation modifiant ainsi de manière prospective la base amortissable.

L'évaluation des dépréciations est réalisée ultérieurement selon les mêmes règles. Quand les raisons qui ont motivé des dépréciations cessent d'exister, elles sont rapportées en résultat sauf celles sur le fonds commercial qui ne sont jamais reprises.

6.1.1 État de l'actif immobilisé (brut)

Situations et mouvements	A	B	C	D
Rubriques	Valeur brute à l'ouverture de l'exercice	Augmentations (1)	Diminutions	Valeur brute à la clôture de l'exercice (c)
Immobilisations incorporelles	288 229,06 €	3 834,00 €	216,17 €	291 846,89 €
Immobilisations corporelles	23 866 266,71 €	1 387 575,36 €	131 419,61 €	25 122 834,13 €
Immobilisations financières	71 694,24 €	3 028,33 €	2 440,00 €	72 282,57 €
Total	24 226 190,91 €	1 394 437,69 €	134 075,78 €	25 486 963,59 €

6.1.2 Amortissements de l'actif immobilisé

Situations et mouvements	A	B	C	D
Rubriques	Amortissements cumulés au début de l'exercice	Augmentations : dotation de l'exercice (2)	Diminutions d'amortissements de l'exercice	Amortissements cumulés à la fin de l'exercice (a)
Immobilisations incorporelles	213 561,85 €	26 925,77 €	216,17 €	240 271,45 €
Immobilisations corporelles	14 215 911,94 €	775 616,69 €	107 795,15 €	14 883 733,48 €
Immobilisations financières	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Total	14 429 473,79 €	802 542,46 €	108 011,32 €	15 124 004,93 €

6.1.2.1 Modalités d'amortissements

Catégories d'immobilisations	Amortissement		Postes du résultat avec dotation		
	Mode	Taux	Exploitation	Financier	Exceptionnel
Immobilisations incorporelles	(1)	(1)	26 925,77 €		
Immobilisations corporelles	(1)	(1)	775 616,69 €		
Immobilisations financières			0,00 €		
Total			802 542,46 €		

(1) TABLEAU INDICATIF DES DUREES ET TAUX D'AMORTISSEMENT

DESIGNATION	DUREE MINIMUM		DUREE CONSEILLEE		DUREE MAXIMUM	
	ANNEE	%	ANNEE	%	ANNEE	%
Bâtiments en dur	20	5	30	3,3	50	2
Bâtiments préfabriqués	10	10	15	6,7	20	5
Matériel	5	20	10	10	15	6,7
Matériel biomédical	2	50	5	20	10	10
Matériel informatique	1	100	2	50	5	20
Outils	5	20	10	10	15	6,7
Automobiles et Matériel Roulant	4	25	5	20	10	10
Mobilier	5	20	10	10	15	6,7
Matériel de Bureau	5	20	10	10	15	6,7
Agencements et Installations	10	10	15	6,7	20	5
Immobilisations Incorporelles					5	20
Logiciels	2	50	2	50	2	50

6.1.3 Dépréciations de l'actif immobilisé

NEANT

6.1.4 *Prêts aux partenaires*

NEANT

6.2 *Actif circulant*

6.2.1 *Créances*

Les créances clients concernent notamment la facturation du Foyer de Vie et du Service d'Accueil de Jour CLAIRE JOIE pour : 472 K€, la facturation de l'ESAT LES ATELIERS DU PÔLE JULES VERNE pour 117 K€ et les dotations CPOM FEP/MNA pour 266 K€

6.2.2 *Précisions sur d'autres créances*

Les autres créances concernent notamment les aides aux postes versés par les A.S.P. à l'E.S.A.T. LES ATELIERS DU PÔLES JULES VERNE pour 506 K€.

6.3 *Fonds propres*

Une ressource destinée à renforcer les fonds propres à raison d'une stipulation du tiers financeur, du testateur ou du donateur le cas échéant, est comptabilisée en fonds propres avec ou sans droit de reprise.

6.3.1 *Tableau de variation des Fonds propres*

Le tableau suivant défini par l'article 431-5 du règlement n°2018-06 se substitue à l'ensemble des informations demandées dans l'article 833-11 du règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général.

VARIATION DES FONDS PROPRES	A L'OUVERTURE	AFFECTATION DU RESULTAT	AUGMENTATION	DIMINUTION OU CONSOMMATION	A LA CLOTURE
Fonds propres sans droit de reprise	533 258,17 €				533 258,17 €
Fonds propres avec droit de reprise	380 898,43 €				380 898,43 €
Ecart de réévaluation	1 746,87 €				1 746,87 €
Autres Fonds Associatifs	0,00 €				0,00 €
Réserves « dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée (1) »	4 588 958,93 € 2 934 088,25 €	68 147,70 €			4 657 106,63 € 2 889 694,04 €
Report à nouveau « dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée (1) »	-490 299,79 € -607 280,77 €	-861 703,98 €		45 841,21 €	-1 397 844,98 € -637 721,45 €
Excédent ou déficit de l'exercice « dont résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée (1) »	-793 556,28 € -906 098,19 €	793 556,28 €	-91 496,08 €		-91 496,08 € -177 944,87 €
Situation nette (sous-total)	4 221 006,33 €	0,00 €	-91 496,08 €	45 841,21 €	4 083 669,04 €
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	104 055,12 €		4 140,00 €	511,65 €	107 683,47 €
Provisions réglementées	3 057 666,90 €		35 678,51 €	1 240,54 €	3 092 104,87 €
TOTAL	7 382 728,35 €	0,00 €	-51 677,57 €	47 593,40 €	7 283 457,38 €

(1) Précision prévue par l'article 153-1 du règlement ANC 2019-04 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérée par des personnes morales de droit privé à but non lucratif applicable aux exercices ouverts à compter du 1/1/2020, exercices pour lesquels l'article 151-1 prévoit « le résultat, le report à nouveau et les réserves des activités sociales et médico-sociales sont présentés séparément au passif (...) sur une ligne spécifique »

LIBELLES	ADSEA GEST PROPRE	SIEGE GEST CUNTROLEE	IME DE LA SOMME	IME DE PERSONNE	IME LA CLAIRERE	SESSAD TRAIT DIUION	ITEP DE PERSONNE	SESSAD DE PERSONNE	ITEP DE LA SOMME	FOYER EDUCATIF PICARD	SERVICE M.N.A.	C.E.R. RESSOURCES	FOYER DE VIE CLAIRE JOE	SAUVIE CLAIRE JOE	ESAT LES ATELIERS DU POLE J VERNE SOCIAL	ESAT LES ATELIERS DU POLE J VERNE COMMERCIAL	TOTAL
Fds propres statutaires	34 340	22 878		13 193	208 601					52 364			83 688		6 750		423 423
Autres fonds propres sans droit de r#e#serv#e	3 240			29 730												76 815	109 835
Fonds propres compl#e#mentaires			360 888														360 888
Ecart de r#e#valuation				1 747													1 747
R#e#serv#es	216 029	10 431	1 284 744	489 449	245 050	95 385	60 571	0	0	255 535	0	25 332	150 534	30 944	230 637	1 451 383	4 657 107
- dont Investissements		10 431	1 056 700	392 638	152 506	93 366	60 571			132 933		23 362	9 016	25 573	170 631	1 551 383	3 716 239
- dont Couverture du besoin en																	
fonds de roulement			55 065	86 988	82 465					83 566			75 525		44 734		428 744
- dont Compensation			152 929	9 813						19 206			42 310	2 371	14 571		271 601
- dont Compens. Ch. Affectation										511			20 000				20 511
- dont Autres													3 683				3 683
- dont Projet Associatif	216 029																216 029
R#e#sultat #e#nouveau	14 861	-76 409	40 346	657 103	-403 802	31 231	-312 127	-3 843	-174 570	-1 105 757	235 142	-58 229	-217 295	-27 285	-45 486	12 157	-1 397 945
R#e#sultat d'exercice	16 270	-618	248 031	-212 155	38 807	29 724	-107 746	-14 847	-19 777	-245 195	13 727	52 251	39 615	-65 303	34 738	70 175	-91 195
Situation nette (sous-totaux)	284 740	-43 918	1 864 022	979 129	88 897	205 391	-359 311	-20 480	-154 793	-1 042 364	248 869	20 414	55 552	-81 645	225 608	1 710 574	4 003 689
Subventions d'investissements			61 741	11 124	5 065					21 997						7 737	107 633
Provisions r#e#g#l#e#ment#e#es	466 002	2 685	238 283	92 375	32 591	3 140	0	0		1 721 583		25 391	25 272	3 608	337 476	48 066	3 032 105
- dont Couverture du besoin en																	
fonds de roulement			131 253							230 735					58 867		420 895
- dont Diff#e#rences R#e#sult#e#s d'actif	466 002	2 685	106 950	92 576	32 951	3 140				1 500 849		15 391	29 272	3 608	338 609	45 095	2 671 210
TOTAL	780 742	-41 233	2 264 045	1 082 123	127 073	209 531	-369 311	-20 490	-164 793	701 216	248 869	45 895	85 824	-78 036	623 083	1 767 410	7 233 157

6.3.1.1 Fonds propres sans droit de reprise

Les fonds propres sans droit de reprise correspondent à la mise à disposition définitive d'un bien ou de numéraire au profit de l'entité. Ils sont la contrepartie de biens ou de fonds qui ne peuvent être repris ni par leurs apporteurs, ni par les fondateurs, ni par les membres de l'entité, ou, s'agissant d'une fondation, de la dotation statutaire et des dotations complémentaires non consommables. Ce n'est le cas échéant qu'à la liquidation de l'entité qu'ils feront l'objet d'un traitement spécifique (l'apport à une autre entité ayant le même objet le plus fréquemment).

Libellé	Solde au début de l'exercice	Augmentation	Diminution	Solde à la fin de l'exercice
Fonds propres statutaires (<i>subdivision suivant statuts</i>)				
• Fonds propres statutaires de l'ADSEA 80	305 384,77 €			305 384,77 €
• Fonds propres issus de l'absorption de CLAIREJOIE	118 038,33 €			118 038,33 €
Fonds propres complémentaires				
• Première situation nette établie				
• Legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés				
• Dotations non consommables				
• Autres apports sans droit de reprise	109 835,07 €			109 835,07 €

6.3.1.2 Tableau de variation des fonds propres avec droits de reprise

Les fonds propres avec droit de reprise correspondent à la mise à disposition conditionnelle d'un bien ou de numéraire au profit de l'entité.

Ce bien est repris par l'apporteur lorsque la condition n'est plus remplie par notre entité bénéficiaire. La convention d'apport fixe les conditions (événement dont la survenance justifie la reprise du bien ou des fonds apportés tel que, par exemple, la dissolution de l'entité) et les modalités de reprise du bien (bien repris en l'état, bien repris en valeur à neuf,).

En fonction des modalités de reprise, notre entité enregistre le cas échéant, les charges et provisions lui permettant de remplir ses obligations découlant de cette convention.

Sauf précision particulière dans le contrat, les apports avec droits de reprise sont repris par les apporteurs dans l'état où ils se trouveront à la fin du contrat d'apport ou à la dissolution de l'association.

Libellé	Solde au début de l'exercice	Augmentation	Diminution	Solde à la fin de l'exercice
Fonds propres statutaires (<i>subdivision suivant statuts</i>)				
•				
•				
Fonds propres complémentaires				
• IME de la SOMME	380 898,43€			380 898,43€
• Autres apports avec droit de reprise				

6.3.2 Réserves, statutaires ou contractuelles, autres, pour projet de l'entité.

6.3.2.1 Réserves pour projet de l'entité

Le « projet de l'entité », est constitué des différents objectifs fixés par les organes statutairement compétents de l'entité pour réaliser l'objet social rappelé en première partie de cette Annexe. Les objectifs fixés sont soit présentés en partie 1 Objet social soit ici. Les objectifs fixés peuvent être résumés ainsi (Projets à détailler de façon synthétique)

Intitulé des réserves	Montant début de l'exercice	Augmentation de l'exercice	Diminution de l'exercice (consommation par affectation du résultat)	Montant fin exercice
Réserves : Excédents affectés à l'investissement	3 585 374,69 €	70 593,17 €		3 655 967,86 €
Réserves : Excédents affectés à la couverture du besoin en fonds de roulement (réserve de trésorerie)	341 745,48 €			341 745,48 €
Réserves diverses	90 680,82 €			90 680,82 €
Réserves de Compensation	361 594,80 €		44 394,21 €	317 200,59 €
Réserves : Excédents affecté en réserve de compensation de charges d'amortissement	35 482,76 €			35 482,76 €

6.3.2.2 Autres (particularités ESMS)

Le Poste « Autres réserves » soit 216 029,12 € correspond aux réserves du Siège – Gestion Propre.

6.3.3 Report à nouveau dont report à nouveau sous gestion contrôlée (ESSMS)

En tant qu'entité gestionnaire il est comptabilisé dans des comptes spécifiques de report à nouveau, le résultat de l'activité sociale et médico-sociale **sous gestion contrôlée** de ces établissements ajusté des deux éléments suivants :

- Les charges et les produits des établissements dont la prise en compte par l'autorité de tarification est différée ;
- Les charges des établissements rejetées par l'autorité de tarification, conformément aux dispositions de l'article R. 314-52 ou de l'article R. 314-236 du code de l'action sociale et des familles et dont le rejet est contesté par l'entité dans le cadre d'un recours.

Lorsque les recours sont épuisés, les charges des établissements rejetées par l'autorité de tarification sont affectées dans le compte de report à nouveau général de l'entité.

Avant répartition du résultat de l'exercice		
Nature du report	Débiteur	Créditeur
Report à nouveau des activités propres de l'entité (acquis à l'entité)	760 K€	
Report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée :	638 K€	
• Charges et produits dont la prise en compte est acceptée		368 K€
• Charges rejetées, rejet objet d'un recours		
• Charges et produits dont la prise en compte est différée	1 006 K€	
Solde	1 398 K€	

6.3.4 L'excédent ou déficit effectif de l'entité gestionnaire (ESSMS)

Le CASF fixe les règles.

Le résultat ne peut être attribué aux membres ou aux fondateurs.

Tableau de détermination du résultat effectif global de l'entité (art 153-2 du règlement n°2019-04)

Tableau de détermination du résultat effectif global de l'entité	Exercice N	Exercice N-1
Résultat comptable	-91 496,08 €	-793 556,28 €
Reprises du résultat antérieur (en + ou -) (1)	321 427,95 €	379 669,81 €
= Excédent ou déficit effectif global	229 931,87 €	-413 886,47 €
Dont résultat effectif sous gestion propre (2)	86 448,79 €	112 541,91 €
Dont résultat effectif sous gestion contrôlée	143 483,08 €	-526 428,38 €

- (1) Augmentations/diminutions de contributions financières des autorités de tarification finançant les déficits des exercices antérieurs ou reprenant les excédents des exercices antérieurs des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée
- (2) Indiquer le cas échéant les montants respectifs de la contribution aux résultats effectifs N/N-1 sous gestion propre des résultats des activités autres que sociales et médico-sociales d'une part et des résultats des activités sociales et médico-sociales qui ne sont pas sous gestion contrôlée d'autre part,

6.3.5 Subventions d'investissement

Les subventions d'investissement sont destinées à financer via la taxe d'apprentissage le matériel pédagogique notamment dans les IME.

6.3.6 Provisions réglementées

(Article 131-3) Notre entité gestionnaire comptabilise (dotations) les provisions **réglementées** suivantes lorsqu'elles sont pratiquées dans le compte administratif de nos ESSMS gérées :

- Provisions pour couverture du besoin en fonds de roulement des ESSMS (réserve de trésorerie) pour 421 K€
- Provisions afférentes aux plus-values nettes de cessions d'actifs (immobilisés, circulants) des ESSMS pour 2 671 K€

6.4 Fonds dédiés

6.4.1 Fonds dédiés

Les Fonds Dédiés de 3 026 K€ concernent principalement les Crédits Non Reconductibles (C.N.R.)

Ces sommes sont reportées au compte de résultat au fur et à mesure de leur utilisation avec pour contrepartie les comptes d'utilisation de fonds dédiés, poste « *Utilisations des fonds dédiés* » dans les Produits au compte de résultat.

Variation des fonds dédiés issus de	A l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisation		Transferts	A la clôture de l'exercice	
			Montant global	Dont remboursement		Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitations (1)							
Contributions financières des autorités de tarification aux entités gestionnaires d'ESMS (2)	2 676 797,01 €	92 922,70 €	441 807,68 €			3 025 681,99 €	276 178,00€
Contributions financières d'autres organismes (1)							
Ressources liées à la générosité du public (1)							
TOTAL	2 676 797,01 €	92 922,70 €	441 807,68 €			3 025 681,99 €	276 178,00 €

(1) Les lignes sont à ventiler par projet ou catégorie de projet

(2) Ligne supplémentaire prévu à l'article 153-3 du règlement ANC n°2019-04 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des PM de DP à but NL aux exercices ouverts à compter du 1/01/2020 ; exercices pour lesquels l'art 152-1 prévoit : « Dans son compte de résultat, l'entité gestionnaire fait apparaître distinctement la part de l'activité sociale et médico-sociales des postes suivants par une subdivision spécifique : (...) les contributions financières des autorités de tarification relatives aux activités sociales et médico-sociales (...) ».

6.5 Tableaux de variation des provisions réglementées et pour risques et charges

Un tableau des provisions est présenté suivant le cadre général ci-dessous, suivi d'un détail « Aménagement du cadre général » indiquant la ventilation des dotations et des reprises.

	Situations et mouvements			
	A	B	C	D
Rubriques	Provisions au début de l'exercice	Augmentations : dotation de l'exercice (1)	Diminutions : reprises de l'exercice (2)	Provisions à la fin de l'exercice (c)
Provisions réglementées	3 057 666,90 €	35 678,51 €	1 240,54 €	3 092 104,87 €
Provisions pour risques	43 000,00 €	0,00 €	43 000,00 €	0,00 €
Provisions pour charges	215 825,34 €	0,00 €	0,00 €	215 825,34 €
Total	3 316 492,24 €	35 678,51 €	44 240,54 €	3 307 930,21 €

- (1) Les augmentations :
- Provisions réglementées / différences d'éléments d'actif cédés : 35 678,51 €
- (2) Les diminutions :
- Provisions réglementées / différences d'éléments d'actif cédé : 1 240,54 €
- Provisions pour risques : 43 000,00 €

6.6 *Provision pour risques et charges*

	Montant au début de l'exercice	Constitution par fonds propres (1)	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées	Reprises non utilisées (2)	Reprises par fonds propres	Montant à la fin de l'exercice
Provisions pour risques	43 000,00 €			43 000,00			0,00 €
Provisions pour charges	215 825,34 €						215 825,34 €
Total	215 825,34 €			43 000,00			215 825,34 €

L'association est engagée dans des litiges prud'homaux pour lesquels les procédures demeurent en cours. A ce stade, l'avocat de l'association n'est pas en mesure d'en évaluer les risques. Aucune provision n'a été constatée. L'association ne renonce pas à faire valoir ses droits dans ces dossiers.

6.6.1 *Provisions pour engagements de retraite et avantages assimilés*

Engagements retraite	Provisionné	Non provisionné	Total
Indemnités de départ en retraite	215 825,34 €	2 118 898,07 €	2 334 723,41 €
Engagements de pension à d'anciens dirigeants			
Prise en charge des cotisations mutuelle santé pour des salariés partis en retraite			

Cette provision IDR a été calculée par l'Association sur la base des montants acceptés par les financeurs.

6.7 Dettes

6.7.1 Emprunts et autres dettes assimilés

Les emprunts anciens se présentent comme suit :

LIBELLES	à 1 an au plus	entre 1 et 5 ans	plus de 5 ans	TOTAL
DETTES FINANCIERES				
ESAT - ACTIVITE SOCIALE	41 349,02	165 395,58	558 210,92	764 955,52
ESAT - ACTIVITE ECONOMIQUE	20 350,68	81 402,72	71 227,58	172 980,98
FOYER EDUCATIF PICARD	90 808,27	405 250,98	1 451 457,53	1 947 516,78
IME DE LA SOMME	76 085,48	334 821,35	1 196 385,95	1 607 292,78
CLAIRE JOIE	23 413,75	31 420,16	0,00	54 833,91
TOTAL	252 007,20	1 018 290,79	3 277 281,98	4 547 579,97

L'emprunt nouveau sur l'exercice 2023 se présente comme suit :

LIBELLES	à 1 an au plus	entre 1 et 5 ans	plus de 5 ans	TOTAL
DETTES FINANCIERES				
ESAT - ACTIVITE ECONOMIQUE	30 000,00	120 000,00	450 000,00	600 000,00
TOTAL	30 000,00	120 000,00	450 000,00	600 000,00

6.7.1.1 Partenaires - comptes courants

NEANT

6.7.2 Précisions sur d'autres dettes

NEANT

6.8 *État des échéances des créances et des dettes, mention de celles garanties par des suretés réelles, à la clôture de l'exercice (en K€)*

Créances	Montant brut	Liquidité de l'actif		Dettes	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéances à 1 an au plus	Échéances à plus 1 an			Échéances à 1 an au plus	Échéances	
							à plus 1 an et 5 ans au plus	à plus 5 ans
Créances de l'actif immobilisé : Créances rattachées à des participations Prêts Autres	5 67		5 67	Emprunts obligataires convertibles Autres emprunts obligataires				
Créances de l'actif circulant : Créances Clients et Comptes rattachés	846	846		Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit dont : - à 1 an au maximum à l'origine - à plus de 1 an à l'origine	80 5 147	80 282		
Créances reçues par legs ou donations							1 138	3 727
Autres	785	785		Emprunts et dettes financières divers				
Charges constatées d'avance	19	19		Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	719	719		
				Dettes des legs ou donations				
				Dettes fiscales et sociales	2 585	2 585		
				Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés	5	5		
				Autres dettes	611	611		
				Produits constatés d'avance				
TOTAL	1 722	1 650	72	TOTAL	9 147	4 282	1 138	3 727
Prêts accordés en cours d'exercice Prêts récupérés en cours d'exercice				Emprunts souscrits en cours d'exercice Emprunts remboursés en cours d'exercice Dont garanties par des suretés réelles (indication des postes concernés)				

7 Informations relatives au Compte de résultat

Le compte de résultat est présenté selon les dispositions du plan comptable général sauf en ce qui concernent les opérations spécifiques qui suivent :

- Produits d'exploitation : cotisations, produits de tiers financeurs, utilisations des fonds dédiés ;
- Charges : aides financières, reports en fonds dédiés ;
- Contributions volontaires en nature (produits) et charges des contributions volontaires en nature.

7.1 Résultats par activité ou établissement

Déficit ou excédent de l'exercice	Déficit	Excédent
<i>Gestion propre (= libre)</i>		
— GESTION PROPRE ADSEA 80		16 270,15 €
— ESAT LES ATELIERS DU PÔLE JULES VERNE-COMMERCIAL		70 178,64 €
<i>Gestion sous contrôle de tiers financeurs (= conventionnée)</i>		
— SIEGE GESTION CONTRÔLÉE	618,00 €	
— IME DE LA SOMME		248 030,54 €
— IME DE PERONNE	212 154,52 €	
— IME LA CLAIRIERE		38 807,37 €
— SESSAD LE TRAIT D'UNION		29 724,08 €
— ITEP DE PERONNE	107 755,62 €	
— SESSAD DE PERONNE	14 647,19 €	
— ITEP DE LA SOMME		19 777,21 €
— FOYER EDUCATIF PICARD	245 196,07	
— SERVICE MNA		13 727,04 €

— CER RESSOURCES		63 260,91 €
— ESAT LES ATELIER DU PÔLE JULES VERNE – SOCIAL		34 787,70 €
— FOYER DE VIE CLAIRE JOIE		39 614,71 €
— SAJ CLAIRE JOIE	85 303,03 €	
Résultat de l'exercice	91 496,08 €	

7.2 *Passage du résultat comptable au résultat administratif (gestion sous contrôle de tiers financeurs) et autres informations sur les comptes des établissements sociaux et médico-sociaux*

Les établissements suivants sont sous contrôle de tiers financeur :

- SIEGE GESTION CONTRÔLÉE
- IME DE LA SOMME
- IME DE PERONNE
- IME LA CLAIRIERE
- SESSAD LE TRAIT D'UNION
- ITEP DE PERONNE
- SESSAD DE PERONNE
- ITEP DE LA SOMME
- FOYER EDUCATIF PICARD
- SERVICE M.N.A.
- C.E.R. RESSOURCES
- ESAT LES ATELIERS DU PÔLE JULES VERNE – SOCIAL
- FOYER DE VIE CLAIRE JOIE
- SAJ CLAIRE JOIE

7.2.1 Tableau de passage entre résultat comptable et résultat administratif par établissement

ETABLISSEMENTS	RESULTAT COMPTABLE	RETRAITEMENTS	VARIATION COMPTE 116 PROV C PAYES	RESULTAT N - 2 CA	RESULTAT N CA
SIEGE GESTION CONTROLEE	-618,00	0,00	618,00	0,00	0,00
E.S.A.T. LES ATELIERS DU POLE JULES VERNE - SOCIAL	34 787,70	-1 909,32	-3 110,00	43 032,85	72 801,23
FOYER DE VIE CLAIRE JOIE	39 614,71	0,00	14 736,00	31 620,85	85 971,56
SAJ CLAIRE JOIE	-85 303,03	0,00	-994,00	6 049,36	-80 247,67
IME DE LA SOMME	248 030,54	-4 979,45	6 134,00	135 104,86	384 289,95
ITEP DE LA SOMME	19 777,21	0,00	3 769,00	0,00	23 546,21
SESSAD LE TRAIT D'UNION	29 724,08	0,00	5 394,00	50 397,20	85 515,28
IME DE PERONNE	-212 154,52	0,00	1 848,00	165 952,85	-44 353,67
ITEP DE PERONNE	-107 755,62	0,00	4 077,00	0,00	-103 678,62
SESSAD DE PERONNE	-14 647,19	0,00	162,00	14 664,26	179,07
IME LA CLAIRIERE	38 807,37	0,00	2 966,00	-125 394,28	-83 620,91
FOYER EDUCATIF PICARD	-245 196,07	0,00	-3 899,00	0,00	-249 095,07
SERVICE M.N.A.	13 727,04	0,00	117,00	0,00	13 844,04
C.E.R. RESSOURCES	63 260,91	0,00	555,00	0,00	63 815,91
TOTAL DES ETABLISSEMENTS	-177 944,87	-6 888,77	32 373,00	321 427,95	168 967,31
E.S.A.T. LES ATELIERS DU POLE JULES VERNE - COMMERCIAL	16 270,15				
GESTION PROPRE ADSEA	70 178,64				
TOTAL ADSEA	-91 496,08				

Détail des Retraitements :

E.S.A.T. - C.E.T.	-1 909,32	}	-1 909,32
IME SOMME - O.C.C.E.	-62,79	}	
IME SOMME- C.E.T.	-4 916,66	}	-4 979,45

- (1) Au niveau des résultats des Comptes Administratifs N-2 lors de la négociation et de la contractualisation du CPOM avec les Services du Conseil Départemental, une reprise des déficits antérieurs de 500 k€ sur 5 ans.

7.2.2 Tableau de suivi du traitement des dettes provisionnées pour congés à payer

7.3 Produits du compte de résultat

7.3.1 Produits de tiers financeurs

7.3.1.1 Concours publics et subventions d'exploitation

7.3.1.1.1 Concours publics

Un concours public est une contribution financière apportée par une autorité administrative en application d'un dispositif législatif ou réglementaire (par opposition à la subvention, attribuée de façon facultative et objet d'une décision particulière).

Les concours publics de l'AD.S.E.A. 80 se composent :

- Dotation Globale A.R.S. : 13 112 238,84 €
- Dotation Globale CPOM CD 80 : 5 874 730,00 €
- Dotation Globale DRPJJ : 888 319,97 €
- Prix de journées CD 80 : 1 819 493,63 €
- A.P.L. C.A.F. : 121 638,00 €
- Aides aux Postes A.S.P. : 824 088,04 €

LIBELLES	Cotisations	Vente	Concours	Ressources	Repr. Sur	Utilisations	Autres	TOTAL
		Prestations de Services	Publics et Subven Exploit	liées à la Générosité du Public	Amort Prov.	des Fonds Dédiés	Produits	
SIEGE - GESTION PROPRE	170,00			17 720,85			43 066,21	60 957,06
SIEGE - GESTION CONTROLEE					10,00			10,00
IME DE PERONNE		4 118,97	1 357 969,73		46 629,15	11 929,29	1 747,64	1 422 394,78
IME DE LA SOMME		6 685,49	3 237 888,53		256,06	48 375,66	-0,08	3 293 205,66
IME LA CLAIRIERE		13 124,75	2 451 582,83			32 617,75		2 497 325,33
SESSAD LE TRAIT D'UNION			685 837,70					685 837,70
ITEP DE PERONNE		7 851,08	2 719 295,44				47,11	2 727 193,63
SESSAD DE PERONNE		493,31	202 618,43					203 111,74
ITEP DE LA SOMME		2 277,48	1 527 092,80					1 529 370,28
FOYER EDUCATIF PICARD		4 142,67	4 338 036,00		59 909,45		24 156,71	4 426 244,83
SERVICE M.N.A.			1 536 694,00		536,06			1 537 230,06
C.E.R. RESSOURCES			888 319,97	1 000,00	630,31		70,17	890 020,45
E.S.A.T. LES ATELIERS DU POLE		47 948,09	929 953,38				30 223,78	1 008 125,25
JULES VERNE - SOCIAL								
E.S.A.T. LES ATELIERS DU POLE		692 897,31	824 088,04		80,26		-246,81	1 516 818,80
JULES VERNE - COMMERCIAL								
FOYER DE VIE CLAIRE JOIE			1 683 832,66				10 245,93	1 694 078,59
SAJ CLAIRE JOIE		46,21	257 298,97		2 539,90		0,16	259 885,24
TOTAL	170,00	779 585,36	22 640 508,48	18 720,85	110 591,19	92 922,70	109 310,82	23 751 809,40

7.4 **Résultat exceptionnel**

Le résultat exceptionnel correspond essentiellement à des produits et des charges sur exercices antérieurs.

7.5 **Contributions et charges des contributions, volontaires en nature (pied du compte de résultat)**

Une contribution volontaire en nature est l'acte par lequel une personne physique ou morale apporte à une entité un travail, des biens ou des services à titre gratuit. Ceci correspond à :

- Des contributions en travail : bénévolat, mises à disposition de personnes ;
- Des contributions en biens : dons en nature redistribués ou consommés en l'état ;
- Des contributions en services : mises à disposition de locaux ou de matériel, prêt à usage, fourniture gratuite de services

Une contribution est une participation, sous quelque forme que ce soit, à la réalisation d'une œuvre commune.

L'entité qui apporte ou affecte des biens en nature isolés ou des sommes en numéraire, à une personne morale de droit privé à but non lucratif, ne bénéficie, par cette opération, d'aucun droit sur le patrimoine de cette personne morale bénéficiaire.

- Ces apports ou affectations sont comptabilisés en charge à la date de signature de la convention ou des statuts.
- Les apports ou affectations sont soit en numéraire soit en nature.
- Les apports en nature correspondent à l'apport de tout bien qu'il soit matériel ou immatériel autre que l'argent.

Les Contributions Volontaires en Nature se résument à l'A.D.S.E.80 au bénévolat statutaire des administrateurs. Ils ne font pas l'objet d'un chiffrage.

7.5.1 **Autres informations sur le contenu de postes du bilan et du compte de résultat**

7.5.1.1 **Honoraires des commissaires aux comptes**

KPMG S.A.	Montant
— Au titre de la mission de contrôle légal des comptes	53 064,00 €
— Au titre d'autres prestations	0,00 €
— Honoraires totaux	53 064,00 €

8 Opérations non habituelles ou non conclues à des conditions normales

Aucune opération n'est à relater au titre de l'exercice 2023.

9 Autres informations et engagements dont opérations et engagements envers les dirigeants

9.1 *Informations relatives aux dirigeants (rémunérations, avances et crédits alloués, engagements en matière de retraite, pensions...)*

En application de l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative « à l'engagement éducatif », le montant des rémunérations et avantages en nature versés aux cadres dirigeants salariés : 617 551 €.

10 Informations relatives à l'effectif

L'effectif moyen salarié de l'entité se décompose ainsi, par catégorie.

LIBELLES	SIEGE	IME DE LA SOMME	IME ITEP SESSAD DE PERONNE	IME LA CLAIRIERE	SESSAD TRAIT D'UNION	FOYER EDUCATIF PICARD	SERVICE MNA	C.E.R. RESSOURCES	ESAT LES ATELIERS DU POLE JULES VERNE	SAJ CLAIRE JOIE	TOTAL	
Cadres	4	8	8	4	2	6	2	2	2	1	39	
Employés	3	56	61	30	8	46	13	8	13	27	265	
TOTAL	7	64	69	34	10	52	15	10	15	28	304	
											CDI	304
											CDD	22

Travailleurs Handicapés

73

CDD	0	1	5	1	1	8	0	2	1	3	22
dont :											
CA	0	1	4	1	1	1	0	2	0	10	

11 Autres informations relatives aux opérations et engagements hors bilan

11.1 Engagements financiers donnés et reçus

Nature d'engagements	Donnés	Reçus
Avals		
Cautionnements	(1)	
Garanties		(2)
Créances cédées non échus		
Garanties d'actif et de passif		
Clauses de retour à meilleure fortune		
Engagements consentis l'égard d'entités liées		
Engagements en matière de pensions ou d'indemnités assimilées		
Engagements assortis de sûretés réelles		
Engagements pris fermes sur titres de capital et non-inscrits au bilan		
Engagements résultant de contrats qualifiés de « portage »		
Engagements consentis de manière conditionnelle		

(1) Engagements donnés

Caution souscrite auprès de la Caisse d'Epargne de Picardie sur les deux emprunts relatifs à la construction

d'un ESAT au Pôle Jules Verne :

- Sur l'activité sociale : 1 240 468,10 €,
- Sur l'activité économique : 407 013,80 €

le taux de 0,30 % correspondant aux frais de cautionnement.

A la clôture de l'exercice, il reste à verser à ce titre :

- Sur l'activité sociale : 18 741,42 €
- Sur l'activité économique : 1 663,67 €

Caution souscrite auprès de la SOGAMA sur un emprunt souscrit auprès du Crédit Coopératif relatif à l'acquisition de l'ensemble immobilier de l'IME de la SOMME :

- Emprunt d'un montant de : 2 190 000,00 €

Le taux de 1,19 % correspondant aux frais de cautionnement soit : 26 061 €

(2) Engagements reçus

Garantie donnée par le Conseil Général de la SOMME à hauteur de 100 % de l'emprunt contracté auprès de la Caisse des Dépôts et de Consignations pour le financement des travaux du Foyer Educatif Picard ainsi que pour le « Transfert » d'une unité de vie à la Chevaleraie à GLISY.

11.1.1 Les engagements de retraites et avantages assimilés

L'engagement global retraite s'élève à 2 334 723,41 €.

Les paramètres retenus sont les suivants :

• <i>Taux d'inflation</i>	:	<i>0,10 %</i>
• <i>Evolution annuelle</i>	:	<i>0,10 %</i>
• <i>Taux d'actualisation</i>	:	<i>0,50 %</i>
• <i>Taux de Charges Sociale</i>	:	<i>50,68 %</i>